



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

agriculture

Question au Gouvernement n° 3654

Texte de la question

CRISE AGRICOLE

**M. le président.** La parole est à M. Antoine Herth, pour le groupe Les Républicains.

**M. Antoine Herth.** Monsieur le ministre de l'agriculture, la crise agricole est là, elle est terrible, elle est profonde, et à présent ce sont le doute et le désespoir qui rongent nos campagnes. Je sais que vous n'aimez pas entendre les commentaires de l'opposition sur le sujet ; alors, écoutez ce qu'on en dit dans les rangs de votre majorité depuis deux jours. Je cite : « Les aides d'urgence ne règlent rien, cela revient à arroser le sable » ; « La loi d'avenir pour l'agriculture est inefficace, elle n'a pas produit ses effets » ; « Les formalités administratives de la politique agricole commune sont ubuesques et exaspèrent les agriculteurs ». Voilà ce qu'en dit votre majorité !

Monsieur le ministre, si vos remèdes à la crise ne sont pas efficaces, c'est que les véritables réponses sont à chercher ailleurs, notamment du côté de l'Europe.

D'abord, il convient d'obtenir le feu vert de Bruxelles sur l'étiquetage des produits alimentaires : viandes et produits laitiers. Le consommateur européen a le droit de savoir ce qu'il met dans son panier. Avez-vous, monsieur le ministre, demandé à la Commission européenne son avis sur votre projet de décret ?

Ensuite, il est urgent de reconstruire une politique agricole européenne digne de ce nom. En vérité, il n'y a plus d'outils de gestion de crise. Il n'y a plus de cadre compréhensible pour la répartition budgétaire. Il n'y a plus de solidarité au sein de l'Europe. Il n'y a même pas de vision stratégique. Comment protéger nos paysans des conséquences des embargos et des conflits militaires ? Comment stabiliser les pays du pourtour méditerranéen en garantissant leur sécurité alimentaire ? Aucune réponse.

Monsieur le ministre, vous avez été reconduit dans vos fonctions rue de Varenne.

**M. Franck Gilard.** Hélas !

**M. Antoine Herth.** Mais l'avenir, la survie de la « ferme France » se jouent à Strasbourg et à Bruxelles. Serez-vous enfin au rendez-vous de l'Europe ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

**M. Stéphane Le Foll,** *ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, vous avez évoqué la question européenne et fait un constat. Eh bien, je suis heureux que

nous partageons le même !

Je rappelle qu'au plan européen, des décisions ont été prises et qu'il est vrai que les outils de gestion et de régulation ont été considérablement réduits ; ils ont même failli disparaître ! Quand j'ai négocié la réforme de la politique agricole commune à Bruxelles, au début de l'année 2013 – ce que l'on a tendance à oublier –,...

**M. Christian Jacob.** Ah bah voilà ! C'est lui qui a fait la réforme !

**M. Stéphane Le Foll, ministre.** ...certains d'entre eux ont été préservés alors qu'on envisageait de les supprimer.

Quant aux autres questions que vous avez évoquées, oui, bien sûr, il y a la situation en Méditerranée, l'embargo russe, le fait que le marché chinois ne soit pas au rendez-vous, contrairement à ce que certains avaient pu penser, mais tout ça, c'est de l'ordre du constat ! Auriez-vous l'amabilité de ne pas considérer que j'en suis directement responsable ?

L'adaptation nécessaire, vous avez raison, doit être effectuée à l'échelon européen. Je l'ai dit au cours du débat de deux heures que nous avons eu hier soir en commission : le vrai problème, c'est que l'Europe n'avance pas de manière collective et cohérente, mais qu'un « chacun pour soi » s'est installé depuis la fin de la coordination des politiques, des mécanismes et des outils de régulation.

**M. Philippe Le Ray.** C'est votre travail d'y remédier !

**M. Stéphane Le Foll, ministre.** Je ne veux accuser personne, mais puisque vous faites ce constat, vous devriez aussi reconnaître que vous avez participé à la suppression de ces outils ! (*Vives exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

**M. Sylvain Berrios.** Quatre ans que vous êtes là !

**M. le président.** S'il vous plaît, chers collègues : écoutez la fin de la réponse !

**M. Stéphane Le Foll, ministre.** C'est là une responsabilité que vous avez !

**M. Yves Fromion.** C'est Hollande le responsable !

**M. Stéphane Le Foll, ministre.** Il va falloir remettre en place les outils de régulation, pour tisser de nouveau un lien entre les agricultures européennes. Mais je vous signale que c'est la France qui a obtenu en septembre la tenue d'un conseil extraordinaire sur la question ; et que si la France n'en avait pas fait la demande, il n'y aurait pas eu de débat lundi dernier sur la crise ! Aujourd'hui, l'Europe sait qu'elle doit bouger ; elle a entendu le message de la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur quelques bancs du groupe écologiste.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Antoine Herth](#)

**Circonscription :** Bas-Rhin (5<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3654

**Rubrique :** Politiques communautaires

**Ministère interrogé :** Agriculture, agroalimentaire et forêt

**Ministère attributaire :** Agriculture, agroalimentaire et forêt

**Date(s) clé(s)**

**Question publiée au JO le :** [18 février 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 février 2016](#)